

Lundi 8 Juin 1891

ECHOS DU JOUR

Mgr l'archevêque d'Ottawa était hier à Toronto, accompagné du Rev. M. Whelan.

A 11 hrs. ce matin, les ministres ont fait une visite de condoléances à Lady Macdonald.

L'ÉLECTEUR qui fut M. Mercier se voit embarqué, mercredi dernier à Liverpool, pour revenir au Canada.

Un grand journal de New-York demande quelle serait l'utilité de la découverte du pôle nord. C'est étonnant!

Les brigands n'ont arrêté un certain nombre de voyageurs d'un train de l'Express Orient, ont remis ces derniers en liberté.

Il est probable que le nom du successeur de Sir John Macdonald sera connu aujourd'hui.

On dit que M. Dewdney est nommé dans le testament de Sir John, son exécuteur testamentaire.

M. A. G. Porter, ministre des États-Unis en Italie, a quitté Rome samedi, pour prendre son congé ordinaire de chaque été. Il se rend, dit-on, en Angleterre.

Le commerce de charbonniers aux États-Unis semble être complètement démantelé; on annonce en effet une faillite considérable samedi dernier, à New-York.

On parle de M. Abbott comme futur premier ministre. Cette nomination serait une grave faute, à cause de ses relations avec la compagnie du Pacifique, qu'il serait temps de commencer à démanteler.

La MINERVE est publiée ce matin sous forme de journal hebdomadaire, à la place de la revue agraire l'Écho. Elle sera dirigée par M. Berthiaume, ayant été réglée tel qu'annoncé dans LE CANADA de samedi.

Un navire espagnol a envoyé un message de guerre, actuellement aux Philippines dans les eaux de la Chine à cause des stupides doctes missionnaires ont été Folget en Chine, et qui mettent en danger la vie des sujets espagnols.

Nous lisons dans LA MINERVE: Sir Hector est l'un de nos chefs depuis de longues années, le comité d'enquête n'a encore rien d'établi contre lui, et comme nous avons jusqu'à preuve du contraire la plus haute confiance dans son honorabilité, nous attendons pour le condamner qu'il existe autre chose que des suppositions.

Les cercles politiques sont très-agités aujourd'hui, au sujet du successeur de Sir John. Plusieurs noms sont mentionnés entre autres Sir Charles Tupper, Sir John Thompson, M. Abbott etc. Nous ne croyons pas que Sir Hector puisse être laissé de côté, et comme nous le disions la semaine dernière, il est probable qu'il a été recommandé au Gouverneur Général par Sir John A. Macdonald. Le CRITIC d'aujourd'hui publie des noms dont on parle et n'en appuie aucun en particulier.

Il est toujours plus prudent de se tenir prêt à adorer le soleil levant.

Plusieurs journaux ont parlé de la mission de M. Mercier en Europe. Les uns prétendent que le premier ministre de Québec n'a pas pu effectuer son mandat, et que, conséquemment sa visite dans les vieux pays compte un fiasco.

D'autres croient fermement que M. Mercier a réussi à emporter les dix millions en question et que sa mission européenne a été couronnée de succès le plus complet.

En face de contradictions aussi flagrantes de part et d'autre, il est assez difficile, avouons-le, d'arriver à la vérité, ou pour le moins, à fond de l'affaire.

Nous ne savons pas si M. Mercier a réussi à effectuer son mandat.

Qu'il n'est pas revenu, avec l'état fébrile actuel du marché monétaire d'outre-mer, il n'y aurait rien de surprenant.

Le plus surprenant serait qu'il avait tenté d'emprunter.

Après avoir étudié la situation, le directeur d'un financier qui se trouve en face d'un marché agité est de ne pas tenter l'opération.

Nous ne savons pas ce que M. Mercier a fait; mais vu ce qu'un financier doit faire, dans des circonstances pareilles.

On ne doit jamais lâcher un projet quand le moment n'est pas propice.

Une dépêche de Berlin nous apprend que, si le mouvement populaire pouvait se manifester librement contre la décision prise par le gouvernement de maintenir les droits sur les céréales, tout l'Allemagne serait en feu. Les partis politiques sont convaincus que le gouvernement a fait une erreur et qu'avant longtemps il devra revenir sur sa décision, en raison du prix croissant des céréales, notamment du seigle, qui forme le fond de l'alimentation du peuple. La presse allemande se livre à l'excès à excuser l'attitude du gouvernement. La GAZETTE de l'ALLEMAGNE du Nord est presque seule à souligner énergiquement la politique du ministère. Les organes du parti libéral national disent que le moment est des plus opportuns pour suspendre les droits sur les céréales. La GAZETTE de Voss prévient le gouvernement et le ministère que l'attitude du peuple prend un caractère menaçant. Les VORWAERTS et d'autres journaux ont l'air d'être d'avis de termes assez durs pour faire des reproches aux ministres. La GAZETTE de la Croix allemande ne s'attaque la plume de chancelier de Caprivi, et déclare que le parti protestantisme préfère une suspension provisoire des droits sur les céréales, lorsque cette mesure est reconnue nécessaire, à l'acceptation de traités de commerce qui entravent une rédaction permanente du tarif des douanes.

Le grand homme est mort

A 10.15 hrs. samedi soir s'éteignait à Earncliffe un des hommes politiques les plus brillants que notre pays ait jamais produits.

Après une semaine de lutte, contre la mort, Sir John A. Macdonald a enfin succombé.

C'est un acte national, c'est un deuil général.

C'est un des pères du parti conservateur qui s'en va; car Macdonald et Cartier ont été les véritables fondateurs du parti libéral conservateur.

Ils sont les pères de la confédération canadienne et, à tous deux, à égal mérite, revient l'honneur de la construction du Pacifique et de toutes les grandes réformes qui ont été accomplies depuis les dernières quarante années.

Cartier, l'homme d'état, l'homme de conception, le secrétaire de l'avenir. Macdonald, le stratège, le diplomate, le grand chef de parti, le brillant débater.

Les deux se complétaient.

Cartier, mort depuis dix-huit ans, Macdonald était le prolongement de sa vie, le continuateur des vastes projets des deux, il vient de mourir; la nation perd deux grands hommes.

John Alexander Macdonald est né à Glasgow, Écosse, le 11 janvier 1815. Il était le second fils de M. Hugh Macdonald, de la paroisse de Dornoch, Sutherlandshire; il avait à peine 5 ans, lorsque son père de cida de venir se fixer au Canada.

On était alors dans le grand mouvement d'émigration de 1820. La famille Macdonald se fixa à Kingston qui était à cette époque la ville la plus importante du Haut Canada et après un séjour de quatre années se transporta à la Baie de Quinte, quand John Alexander, alors dans sa dixième année, à l'école à Kingston. A 16 ans, il entra à l'école de George Mackenzie où il fit toutes ses études et fut nommé à l'école il parait ne pas avoir brillé beaucoup, si ce n'est dans les mathématiques. Mais dans l'étude du droit il se fit bientôt remarquer, et à 21 ans il était admis au barreau avec grand distinction. Quatre ans après, il était l'un des avocats les plus renommés à Kingston.

En 1839, il entra en société avec M. Alexander Campbell, il maintint Sir Alexander et lieutenant-gouverneur d'Ontario.

En 1844, M. Macdonald fut élu député de Kingston dans la seconde législature sous l'Union. Il entra au parlement à une époque critique. Sir Charles Metcalfe, le nouveau gouverneur général, autorisa Sir Alexander, refusant de prendre conseil de la chambre. Après bien des difficultés, le ministère donna sa démission. A ce moment-là, la bataille historique pour obtenir le système de gouvernement responsable. Les conservateurs d'alors prirent le parti du gouverneur, mais le jeune député de Kingston commença alors à donner une preuve de son grand tact en se tenant à l'écart. Pendant que ses autres collègues se lançaient avec impétuosité dans la discussion, John Alexander restait silencieux à son siège, comme le disait un témoin de cette époque agitée, "presqu'insouciant et dégoûté." On le voyait à la bibliothèque, toujours occupé, feuilletant tous les livres et étudiant surtout l'histoire constitutionnelle. Son premier discours fut un coup d'audace; il répliqua à l'hon. Robert Baldwin—mais il s'en retira avec grand honneur.

En mai 1847, il était choisi par le procureur-général Draper pour remplir le poste de receveur-général. L'administration Draper se maintint, de 1844 à 1848, par une faible majorité. Lord Cathcart succéda à lord Metcalfe et il fut ensuite remplacé par lord Elgin.

Lors de la défaite du ministère Draper en 1848 par MM Baldwin et Lafontaine, M. Macdonald se fit remarquer par son attitude modérée. Le gouvernement Baldwin-Lafontaine céda subsequmment les rênes du pouvoir à Sir Francis Hincks. C'était en 1851. Le parti de la réforme se fractionna en deux camps, l'un conduit par Sir Francis Hincks, l'autre par George Brown. Le gouvernement se maintint jusqu'à 1853 où un appel au peuple eut lieu. Le gouvernement fut battu.

Un cabinet de coalition fut formé, le ministre McNab Morin, dont M. Macdonald fut nommé le procureur-général.

Sir Allan McNab tomba malade et John A. Macdonald dirigea l'élément anglais d'Ontario, et George Etienne Cartier les députés de Québec.

Vint ensuite le gouvernement Brown-Dorion qui ne dura que quelques jours. A celui-ci succéda le gouvernement Cartier-Macdonald, qui fut ensuite renversé, pour être remplacé par le ministère Macdonald (Sandfield).

Le gouvernement Sandfield Macdonald ne vint que peu de temps et fut remplacé par l'administration Taché-Macdonald. Son existence fut orageuse, et une autre coalition se forma, dans laquelle George Brown, Oliver Mowat et William McDougall représentaient les partisans de la réforme. Appelé à la tête de la première administration après la confédération, John A. Macdonald fut décoré par le Reins. En 1872, il en appela au peuple dans une élection générale et revint au pouvoir avec une majorité. Le scandale du Pacifique éclata.

Le 5 novembre 1873 il annonça à la chambre la démission du ministère.

La carrière de Sir John

semblait finir et le parti conservateur ruiné pour toujours. Il fut même question de déposer Sir John chef du parti conservateur. Mais des amis fidèles s'opposèrent à cette démarche ingrate et Sir John resta le chef. Il se retira à Toronto. Il vint par la suite à se livrer à la pratique de sa profession.

Le 17 septembre 1873, celui qui a été chassé du pouvoir, empoigné par l'indignation populaire revint au pouvoir avec une forte majorité et un grand parti uni.

La carrière de Sir John depuis cette époque est encore trop fraîche à la mémoire de tous.

La Question d'Orient

Le Pape, les Etats-Unis et l'Italie

Les Delegates de Terre-Neuve.

L'Allemagne et le Portugal.

Le Scandale de Londres.

VOLS, CRIMES ET MEURTRES.

UN TRIPLE ASSASSINAT

ADRESSEZ VOUS

PHOTOGRAPHIE D'ELITE

GRANDS PORTRAITS

NOUVELLE PHARMACIE

M. ROCHON

Belanger & Cie.

Gooderham et Worts

R. A. STARRS & CIE.

John Casey

Manque de Forces

Le "HUB"

L'ALLEMAGNE ET LE PORTUGAL

Berlin, 8 juin.—Le gouvernement allemand surveille avec la plus grande attention les événements en Portugal. On commence à croire que la France retire à dessein son gouvernement portugais l'appui politique et financier qu'elle lui a accordé jusqu'à présent. En agissant ainsi, elle espère acculer la monarchie portugaise, soulever l'opinion publique et faire proclamer à république au Portugal, puis en Espagne, comme conséquence naturelle.

LES DÉLÉGUÉS DE TERRE-NEUVE

Londres, 8 juin.—Les délégués de Terre-Neuve ont définitivement conclu une entente satisfaisante avec le gouvernement de la Grande-Bretagne et ont transformé en un acte permanent les mesures provisoires votées par la législature de Terre-Neuve pour une durée de trois ans.

On ne s'attend à aucune résistance de la part du gouvernement français. M. Ribot ministre des affaires étrangères de France, mais par pure courtoisie. Il lui a donné l'assurance de bonnes dispositions de la colonie qui est disposée à aider la communication à été faite de manière à donner à entendre que le Foreign Office ne désirait pas de réponse. M. Ribot l'a bien compris ainsi.

TUÉ PAR SA FEMME

Paris, 8 juin.—Un drame conjugal vient de mettre en scène la population d'Hancourt près Guillefontaine.

Depuis quelque temps, le nommé Bouteiller vivait séparé de sa femme qu'il rendait malheureuse. Celle-ci avait quitté à suite d'une condamnation dont son mari fut frappé, sorti de prison, Bouteiller voulut reprendre la vie commune et vint mercredi à Hancourt chercher sa femme qui refusa de le suivre.

Enfin, le mari la frappa et la menaça de la tuer. Pour échapper aux coups, elle se réfugia chez son père. A neuf heures, Bouteiller vint et essaya de pénétrer dans la chambre de sa femme en brisant un carreau de la fenêtre. La femme saisit un revolver, tira et tua net son mari.

Un autre scandale vient d'être transporté ce soir sur les lieux du crime. La femme Bouteiller a reconnu avoir volontairement répudié la vie commune et vint mercredi se marier le même jour. Elle a été mise en état d'arrestation.

LA QUESTION D'ORIENT

Berlin, 8 juin.—Au moment où l'Europe entière se préoccupe des événements de Serbie, de l'arrestation et de l'expulsion de la reine Nathalie, il est intéressant de publier le texte de la lettre par laquelle la couronne a protesté elle-même contre cette expulsion qui la sépare de son fils.

NOUVEAU

Samuel j'ai ouvert deux caisses de Chapeaux de la célèbre maison Christy de Londres.

Nouvelles Formes.

Nouvelles Couleurs.

Nouvelles Garnitures.

Et surtout bonne qualité.

Patrons par le prochain bateau à vapeur, un assortiment tout frais des célèbres Chapeaux de \$2.50.

C'est le troisième croix depuis Février.

R. J. DEVLIN.

ADRESSEZ VOUS

—A LA— PHOTOGRAPHIE D'ELITE

—ET— Voyez les Prix DE NOS

GRANDS PORTRAITS

—ET DE— NOS CRAYONS

117 Rue Sparks.

(A côté de Ormes)

Mesdames et Messieurs

Je désire appeler votre attention sur l'Assortiment vaste et choisi que nous avons en magasin.

Nouvelle Pharmacie

—DE— Ancien Magasin

—DE— M. ROCHON

Enseigne Riveau et Nicholas

Drogues, Médicines et Produits Chimiques. Eponges, Broses, Parfumerie, Articles divers, articles de toilette.

Teintures de toutes espèces.

MARCHANDISES toutes Fraîches

Nouvellement arrivées et mises en vente.

Médicines et Drogues Françaises constamment en mains.

BELANGER & CIE.

P. S.—Le plus grand soin toujours apporté dans la préparation de nos prescriptions.

Gooderham et Worts

LA QUESTION D'ORIENT

Cette lettre tout à fait curieuse a été adressée à M. Paschitch en réponse à la communication qui lui était faite de la résolution de l'Assemblée nationale.

Monseigneur le Président, J'ai reçu votre lettre du 25 des mois courants, dans laquelle vous me communiquez la résolution de l'Assemblée nationale et me demandez quelle suite je compte y donner. Si votre question avait pour but de savoir si je puis approuver les raisons qui sont citées dans la résolution, alors je regrette de devoir vous informer que je ne puis aucunement reconnaître que ma présence en Serbie soit un intérêt ainsi que ceux du prestige du trône de mon fils.

Vous pouvez être tous très dévoués au jeune roi, mais pas un seul d'entre vous ne peut lui vouloir autant de bien que sa mère.

Du jour où mon fils m'a été cruellement attaché à Wladislaw, je n'ai en qu'une idée qu'un désir: celui de le retrouver. Voilà près de trois ans que je lutte seule contre tous nos gouvernements qui tous à tour de rôle se suivent pour barrer le chemin du cœur de mon fils. Ayant perdu ma foi dans la bonté des hommes, j'ai conservé intacte ma foi en la justice de Dieu, notre juge suprême à tous. C'est en elle seule que j'appuie ma vie.

Je ne suis pas un homme de bien, je n'ai plus d'exigences dont j'attende la réalisation, ni de la part du pays ni de la part de ceux qui le gouvernent. J'en ai une seule, bien naturelle, bien juste, bien modeste: celle de voir mon fils. On a trouvé que l'on devait me le refuser et on me l'a effectivement refusé pour des raisons dont je ne puis rien dire et que je ne puis accepter. Je désire à supporter jusqu'au bout l'injustice qui me frappe et à attendre patiemment que soit fait le bien que je désire. J'ai le droit de croire que la Constitution du pays accordée à tous les Serbes, sans distinction, celle de vivre dans mon pays.

En me conformant sans leu qui le régime, je croyais que ma présence ici ne pouvait gêner personne; mais de cette erreur j'ai été tiré sans pitié par la résolution de l'Assemblée que vous m'avez communiquée dans votre lettre d'avant-hier.

Il m'a été très dur d'apprendre qu'on ne trouvait pas la courtoisie d'arriver encore assez pleins et qu'il ait fallu y verser cette dernière goutte. Après m'avoir enlevé l'unique enfant que Dieu m'avait donné, on veut me priver du bonheur de respirer le même air que celui qui lui respire. Une fois qu'on avait violé ses divines lois, les lois humaines, naturellement, devaient suivre.

Je ne veux pas examiner les raisons politiques qui ont dicté ces résolutions à l'Assemblée nationale et je ne chercherai pas à préciser à qui on veut rendre service; mais ce que je sais et ce que j'affirme de Dieu et devant le pays, dont on veut me priver, c'est que l'on n'a en vue ni le bien de la Serbie ni celui du Roi, mon fils!

Si par malheur je suis forcé de quitter le pays où mon fils est né, je veux qu'il sache au moins que je ne l'ai jamais quitté volontairement ni abandonné légèrement mes devoirs maternels.

Arrachée à mon enfant par la force, la force n'a qu'à m'arracher de ma patrie.

NATHALIE.

ADRESSEZ VOUS

—A LA— PHOTOGRAPHIE D'ELITE

—ET— Voyez les Prix DE NOS

GRANDS PORTRAITS

—ET DE— NOS CRAYONS

117 Rue Sparks.

(A côté de Ormes)

Mesdames et Messieurs

Je désire appeler votre attention sur l'Assortiment vaste et choisi que nous avons en magasin.

Nouvelle Pharmacie

—DE— Ancien Magasin

—DE— M. ROCHON

Enseigne Riveau et Nicholas

Drogues, Médicines et Produits Chimiques. Eponges, Broses, Parfumerie, Articles divers, articles de toilette.

Teintures de toutes espèces.

MARCHANDISES toutes Fraîches

Nouvellement arrivées et mises en vente.

Médicines et Drogues Françaises constamment en mains.

BELANGER & CIE.

P. S.—Le plus grand soin toujours apporté dans la préparation de nos prescriptions.

Gooderham et Worts

LA QUESTION D'ORIENT

Cette lettre tout à fait curieuse a été adressée à M. Paschitch en réponse à la communication qui lui était faite de la résolution de l'Assemblée nationale.

Monseigneur le Président, J'ai reçu votre lettre du 25 des mois courants, dans laquelle vous me communiquez la résolution de l'Assemblée nationale et me demandez quelle suite je compte y donner. Si votre question avait pour but de savoir si je puis approuver les raisons qui sont citées dans la résolution, alors je regrette de devoir vous informer que je ne puis aucunement reconnaître que ma présence en Serbie soit un intérêt ainsi que ceux du prestige du trône de mon fils.

Vous pouvez être tous très dévoués au jeune roi, mais pas un seul d'entre vous ne peut lui vouloir autant de bien que sa mère.

Du jour où mon fils m'a été cruellement attaché à Wladislaw, je n'ai en qu'une idée qu'un désir: celui de le retrouver. Voilà près de trois ans que je lutte seule contre tous nos gouvernements qui tous à tour de rôle se suivent pour barrer le chemin du cœur de mon fils. Ayant perdu ma foi dans la bonté des hommes, j'ai conservé intacte ma foi en la justice de Dieu, notre juge suprême à tous. C'est en elle seule que j'appuie ma vie.

Je ne suis pas un homme de bien, je n'ai plus d'exigences dont j'attende la réalisation, ni de la part du pays ni de la part de ceux qui le gouvernent. J'en ai une seule, bien naturelle, bien juste, bien modeste: celle de voir mon fils. On a trouvé que l'on devait me le refuser et on me l'a effectivement refusé pour des raisons dont je ne puis rien dire et que je ne puis accepter. Je désire à supporter jusqu'au bout l'injustice qui me frappe et à attendre patiemment que soit fait le bien que je désire. J'ai le droit de croire que la Constitution du pays accordée à tous les Serbes, sans distinction, celle de vivre dans mon pays.

En me conformant sans leu qui le régime, je croyais que ma présence ici ne pouvait gêner personne; mais de cette erreur j'ai été tiré sans pitié par la résolution de l'Assemblée que vous m'avez communiquée dans votre lettre d'avant-hier.

Il m'a été très dur d'apprendre qu'on ne trouvait pas la courtoisie d'arriver encore assez pleins et qu'il ait fallu y verser cette dernière goutte. Après m'avoir enlevé l'unique enfant que Dieu m'avait donné, on veut me priver du bonheur de respirer le même air que celui qui lui respire. Une fois qu'on avait violé ses divines lois, les lois humaines, naturellement, devaient suivre.

Je ne veux pas examiner les raisons politiques qui ont dicté ces résolutions à l'Assemblée nationale et je ne chercherai pas à préciser à qui on veut rendre service; mais ce que je sais et ce que j'affirme de Dieu et devant le pays, dont on veut me priver, c'est que l'on n'a en vue ni le bien de la Serbie ni celui du Roi, mon fils!

Si par malheur je suis forcé de quitter le pays où mon fils est né, je veux qu'il sache au moins que je ne l'ai jamais quitté volontairement ni abandonné légèrement mes devoirs maternels.

Arrachée à mon enfant par la force, la force n'a qu'à m'arracher de ma patrie.

NATHALIE.

HOSE 50 PIEDS \$4.00

HOSE 50 PIEDS \$6.00

HOSE 50 PIEDS \$8.00

HOSE 50 PIEDS \$10.00

Y compris les Accessoires et l'Anse.

Puisard à Glace, etc.

E. G. Laverdure & CIE.

69 & 75 RUE WILLIAM.

P. S.—Glaciers.

NEVILLE

97 RUE RIDEAU.

Ce Magasin de

VINS

—ET— LIQUEURS

SI BIEN CONNU

Et Réouvert

Prix sans concurrence possible

NEVILLE & CO.

97 Rue Rideau.

SUCRE

5 CTS.

Nous offrons actuellement au public et nous servons à nos clients un vrai bon sucre à 5 cents le livre, c'est-à-dire à ceux qui souhaitent une livre de notre célèbre sucre.

Spécialement à ce motif: une petite consignment de 25 cents.

STROUD BROS.

RUES RIDEAU & SPARKS

97 Rue Rideau.

Canada Atlantique.

La Ligne la Plus Courte et la Plus Rapide.

En activité le 27 Octobre 1890.

LES CONVOIS PARTIRONT DE LA GARE DE LA RUE KING COMME SUIT:

8.00 A. M. L'EXPRESS DE MONTREAL. REAL rapide arrivant à toutes les stations entre Ottawa et le Côté, se reliant à la jonction du Côté avec les trains du Grand Tronc pour l'Ottawa, et à Montréal avec tous les trains pour l'est, et le sud. Arrive à Montréal à 11.35.

5.00 P. M. L'EXPRESS DE MONTREAL. REAL rapide arrivant à Casselman et à Alexandria entre Ottawa et le Côté, et un char ferroviaire, et arrive à Montréal à 8.20, se reliant aux trains du Vermont Central et du Grand Tronc pour tous les points à l'est. Portland, Rivière du Loup, Dalhousie, etc.

<